



La FSU appelle à manifester le 26 mai pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité

Emmanuel Macron et son gouvernement mènent une politique économique et sociale qui, y compris aux dires des observateurs comme l'OFCE, favorise les plus riches au détriment des plus fragiles et des classes moyennes. À l'injustice sociale s'ajoutent une injustice fiscale qui profite aux plus fortunés, une politique de contrôle envers les plus fragiles comme les chômeurs, les précaires, mais aussi une politique hostile aux migrants.

Ils déploient dans la même logique une politique qui remet en cause le modèle social en réduisant les capacités d'action des services publics et de la Fonction publique. Pourtant ceux-ci jouent un rôle essentiel pour la cohésion sociale du pays, la redistribution des richesses, l'accès des citoyen.ne.s aux droits sociaux et dans la lutte contre les inégalités.

Incompréhension, inquiétudes, colère...dans le secteur privé comme dans le public, les mécontentements se multiplient et se manifestent notamment à la SNCF, Air France, dans la Fonction publique.... mais aussi chez les jeunes qui refusent la sélection et souhaitent une réelle démocratisation de l'université ou encore chez les retraités qui exigent, ce qui devrait être une évidence, un pouvoir d'achat décent et de meilleures conditions de vie, mais aussi dans les populations les plus en difficulté sur le plan social et éducatif. Toutes les colères qui s'expriment dans les secteurs mobilisés ont un point commun : le rejet de la volonté du gouvernement de porter un coup fatal à notre modèle social. Car les réformes en cours risquent d'affaiblir notre modèle social et toutes les garanties collectives.

C'est à l'opposé de ce que porte la FSU pour une société plus juste et plus égalitaire, ce qui suppose de préserver et développer les services publics.

Affaiblir les services publics, c'est porter atteinte à l'égalité de tous et toutes sur le territoire, c'est tourner le dos au principe de solidarité, d'égalité qui fondent l'organisation de la société. C'est à l'opposé du projet de société que porte la FSU.

Aujourd'hui, le gouvernement reste sourd et méprisant, tout autant sur les revendications que sur les propositions faites notamment par les organisations syndicales.

Dans ce contexte, la FSU appelle à participer à la mobilisation citoyenne du 26 mai prochain pour rassembler les colères, faire valoir des alternatives à ces politiques libérales, porter les revendications sur le financement et le développement des services publics et un autre projet de société.

Elle appelle le mouvement syndical à se retrouver pour construire et faire valoir des alternatives aux politiques en cours.

**Manifestation,
samedi 26 mai 14 heures
place Pey Berland, Bordeaux**



F.S.U.

ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

La FSU appelle à manifester le samedi 26 mai pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité

Emmanuel Macron et son gouvernement mènent une politique économique et sociale qui, y compris aux dires des observateurs comme l'OFCE, favorise les plus riches au détriment des plus fragiles et des classes moyennes. À l'injustice sociale s'ajoutent une injustice fiscale qui profite aux plus fortunés, une politique de contrôle envers les plus fragiles comme les chômeurs, les précaires, mais aussi une politique hostile aux migrants.

Ils déploient dans la même logique une politique qui remet en cause le modèle social en réduisant les capacités d'action des services publics et de la Fonction publique. Pourtant ceux-ci jouent un rôle essentiel pour la cohésion sociale du pays, la re-

distribution des richesses, l'accès des citoyens.ne.s aux droits sociaux et dans la lutte contre les inégalités.

Incompréhension, inquiétudes, colère...dans le secteur privé comme dans le public, les mécontentements se multiplient et se manifestent notamment à la SNCF, Air France, dans la Fonction publique... mais aussi chez les jeunes qui refusent la sélection et souhaitent une réelle démocratisation de l'université ou encore chez les retraités qui exigent, ce qui devrait être une évidence, un pouvoir d'achat décent et de meilleures conditions de vie, mais aussi dans les populations les plus en difficulté sur le plan social et éducatif. Toutes les colères qui s'expri-

ment dans les secteurs mobilisés ont un point commun : le rejet de la volonté du gouvernement de porter un coup fatal à notre modèle social. Car les réformes en cours risquent d'affaiblir notre modèle social et toutes les garanties collectives.

C'est à l'opposé de ce que porte la FSU pour une société plus juste et plus égalitaire, ce qui suppose de préserver et développer les services publics.

Affaiblir les services publics, c'est porter atteinte à l'égalité de tous et toutes sur le territoire, c'est tourner le dos au principe de solidarité, d'égalité qui fondent l'organisation de la société. C'est à l'opposé du projet de société que porte la FSU.

Aujourd'hui, le gouvernement reste sourd et méprisant, tout autant sur les revendications que sur les propositions faites notamment par les organisations syndicales.

Dans ce contexte, la FSU appelle à participer à la mobilisation citoyenne du 26 mai prochain pour rassembler les colères, faire valoir des alternatives à ces politiques libérales, porter les revendications sur le financement et le développement des services publics et un autre projet de société.

Elle appelle le mouvement syndical à se retrouver pour construire et faire valoir des alternatives aux politiques en cours.

Manifestation

samedi 26 mai 14 heures
place Pey Berland, Bordeaux



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

La FSU appelle à manifester le 26 mai pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité

Emmanuel Macron et son gouvernement mènent une politique économique et sociale qui, y compris aux dires des observateurs comme l'OFCE, favorise les plus riches au détriment des plus fragiles et des classes moyennes. À l'injustice sociale s'ajoutent une injustice fiscale qui profite aux plus fortunés, une politique de contrôle envers les plus fragiles comme les chômeurs, les précaires, mais aussi une politique hostile aux migrants.

Ils déploient dans la même logique une politique qui remet en cause le modèle social en réduisant les capacités d'action des services publics et de la Fonction publique. Pourtant ceux-ci jouent un rôle essentiel pour la cohésion sociale du pays, la redistribution des richesses, l'accès des citoyen.ne.s aux droits sociaux et dans la lutte contre les inégalités.

Incompréhension, inquiétudes, colère... dans le secteur privé comme dans le public, les mécontentements se multiplient et se manifestent notamment à la SNCF, Air France, dans la Fonction publique.... mais aussi chez les jeunes qui refusent la sélection et souhaitent une réelle démocratisation de l'université ou encore chez les retraités qui exigent, ce qui devrait être une évidence, un pouvoir d'achat décent et de meilleures conditions de vie, mais aussi dans les populations les plus en difficulté sur le plan social et éducatif. Toutes les colères qui s'expriment dans les secteurs mobilisés ont un point commun : le rejet de la volonté du gouvernement de porter un coup fatal à notre modèle social. Car les réformes en cours risquent d'affaiblir notre modèle social et toutes les garanties collectives.

C'est à l'opposé de ce que porte la FSU pour une société plus juste et plus égalitaire, ce qui suppose de préserver et développer les services publics.

Affaiblir les services publics, c'est porter atteinte à l'égalité de tous et toutes sur le territoire, c'est tourner le dos au principe de solidarité, d'égalité qui fondent l'organisation de la société. C'est à l'opposé du projet de société que porte la FSU.

Aujourd'hui, le gouvernement reste sourd et méprisant, tout autant sur les revendications que sur les propositions faites notamment par les organisations syndicales.

Dans ce contexte, la FSU appelle à participer à la mobilisation citoyenne du 26 mai prochain pour rassembler les colères, faire valoir des alternatives à ces politiques libérales, porter les revendications sur le financement et le développement des services publics et un autre projet de société.

Elle appelle le mouvement syndical à se retrouver pour construire et faire valoir des alternatives aux politiques en cours.



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Manifestation samedi 26 mai 14 heures place Pey Berland, Bordeaux



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

La FSU appelle à manifester le samedi 26 mai pour l'égalité, la justice sociale et la solidarité

Emmanuel Macron et son gouvernement mènent une politique économique et sociale qui, y compris aux dires des observateurs comme l'OFCE, favorise les plus riches au détriment des plus fragiles et des classes moyennes. À l'injustice sociale s'ajoute une injustice fiscale qui profite aux plus fortunés, une politique de contrôle envers les plus fragiles comme les chômeurs, les précaires, mais aussi une politique hostile aux migrants.

Ils déploient dans la même logique une politique qui remet en cause le modèle social en réduisant les capacités d'action des services publics et de la Fonction publique. Pourtant ceux-ci jouent un rôle essentiel pour la cohésion sociale du pays, la redistribution des richesses, l'accès des citoyen.ne.s aux droits sociaux et dans la lutte contre les inégalités.

Incompréhension, inquiétudes, colère...dans le secteur privé comme dans le public, les mécontentements se multiplient et se manifestent notamment à la SNCF, Air France, dans la Fonction publique.... mais aussi chez les jeunes qui refusent la sélection et souhaitent une réelle démocratisation de l'université ou encore chez les retraités qui exigent, ce qui devrait être une évidence, un pouvoir d'achat décent et de meilleures conditions de vie, mais aussi dans les populations les plus en difficulté sur le plan social et éducatif. Toutes les colères qui s'expriment dans les secteurs mobilisés ont un point commun : le rejet de la volonté du gouvernement de porter un coup fatal à notre modèle social. Car les réformes en cours risquent d'affaiblir notre modèle social et toutes les garanties collectives.

C'est à l'opposé de ce que porte la FSU pour une société plus juste et plus égalitaire, ce qui suppose de préserver et développer les services publics.

Affaiblir les services publics, c'est porter atteinte à l'égalité de tous et toutes sur le territoire, c'est tourner le dos au principe de solidarité, d'égalité qui fondent l'organisation de la société. C'est à l'opposé du projet de société que porte la FSU.

Aujourd'hui, le gouvernement reste sourd et méprisant, tout autant sur les revendications que sur les propositions faites notamment par les organisations syndicales.

Dans ce contexte, la FSU appelle à participer à la mobilisation citoyenne du 26 mai prochain pour rassembler les colères, faire valoir des alternatives à ces politiques libérales, porter les revendications sur le financement et le développement des services publics et un autre projet de société.

Elle appelle le mouvement syndical à se retrouver pour construire et faire valoir des alternatives aux politiques en cours.



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Manifestation samedi 26 mai 14 heures place Pey Berland, Bordeaux